

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2016)
Heft: 2144

Artikel: Energie nucléaire: le risque de la fausse sortie : les partisans du nucléaire relèvent la tête
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023497>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Energie nucléaire: le risque de la fausse sortie

Les partisans du nucléaire relèvent la tête

Jean-Daniel Delley - 02 décembre 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/30448>

Après l'échec de l'initiative «Sortir du nucléaire», les commentaires se sont voulus rassurants. Plutôt qu'un abandon à marche forcée, une majorité populaire a fait le choix des [petits pas](#). De toute manière, l'énergie nucléaire n'a [pas d'avenir](#) et sa sortie est programmée. D'ailleurs, le parc nucléaire helvétique souffre déjà de son grand âge. Mühleberg fermera en 2019, Beznau I est à l'arrêt depuis juillet 2015, Leibstadt depuis juillet 2016.

Pourtant la mort lente et annoncée de l'industrie nucléaire ne doit pas nous réjouir. D'une part, la sortie risque fort de se réaliser dans des conditions chaotiques, exactement ce que dénonçaient les adversaires de l'initiative en cas d'acceptation du texte rejeté le 12 février. D'autre part, parce que les partisans du nucléaire, revigorés par l'échec de l'initiative, n'ont pas tardé à relever la tête.

Le chaos d'abord. Le Parlement s'est refusé à fixer une limite précise à la durée de vie des

centrales en service. Il a même renoncé à exiger de leurs propriétaires un concept d'exploitation à long terme, avec la preuve d'une marge de sécurité et le renouvellement obligatoire de l'autorisation d'exploitation tous les dix ans, comme le demandait l'Institut fédéral de la sécurité nucléaire. C'est dire qu'on nage en pleine incertitude quant à la production d'électricité issue de l'atome, aussi bien en quantité que dans le temps. Une incertitude qui pèse sur la planification du tournant énergétique et qui affaiblit les incitations à opérer ce tournant de manière volontaire: les centrales fonctionnent, donc pas besoin de se presser; les centrales péclotent, donc vite des solutions. C'est donc bien la situation actuelle qu'il faut qualifier de chaotique, plutôt que celle à laquelle aurait conduit l'initiative, reproche formulé par ses adversaires.

Le sursaut nucléaire ensuite. A peine connu le résultat de la votation, les nucléarophiles repartaient à l'assaut. Non pas pour louer ouvertement l'énergie nucléaire – seule

l'[UDC](#) et un ou deux [groupuscules](#) s'y risquent – mais en cherchant à torpiller la stratégie énergétique 2050 par voie de référendum.

Dès lors la manœuvre apparaît clairement.

Tout d'abord, dans le cadre de la stratégie 2050, éviter toute limitation de la durée de vie des centrales existantes, une première étape franchie avec succès et confirmée par le rejet de l'initiative populaire «Sortir du nucléaire».

Puis, deuxième étape, écarter la stratégie elle-même, à savoir l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, mais également le plan de mesures d'économies d'énergie et de promotion des énergies renouvelables. Une fois démantelée la politique énergétique qui aurait assuré un approvisionnement plus autonome et durable, le nucléaire pourra être présenté comme le dernier recours contre la pénurie et la dépendance vis-à-vis de l'étranger.